

**MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(C.C.A.P.)**

**Maître d'ouvrage : Département de Seine-et-Marne**

**Département de Seine et Marne  
Hôtel du Département  
CS 50377  
77010 MELUN cedex**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Etabli en application du code de la commande publique publié au journal officiel du  
05 décembre 2018.**

---

**Réalisation d'un giratoire sur la sur RD606 et l'accès à la future Zone des Cailloux sur  
les communes de Cannes-Ecluse et Esmans**

---

**Marché à procédure adaptée passé en application de l'article R.2123-1 du code de la  
commande publique**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

1. - Objet du marché
2. - Décomposition du marché
  - 2.1. - Allotissement
  - 2.2. - Forme du marché
3. - Obligations du titulaire
  - 3.1. - Pièces contractuelles
  - 3.2. - Protection de la main d'œuvre et clause sociale
  - 3.3. - Protection de l'environnement
  - 3.4. - Réparation des dommages
  - 3.5. - Assurances
  - 3.6. - Autres obligations
4. - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations
  - 4.1. - Durée du marché - Délai d'exécution
  - 4.2. - Primes pour réalisation anticipée des prestations
  - 4.3. - Prolongation du délai d'exécution
5. - Prix et règlement
  - 5.1. - Contenu des prix
  - 5.2. - Variation des prix
  - 5.3. - Modalités de règlement
  - 5.4. - Périodicité des paiements
  - 5.5. - Avance
  - 5.6. - Sûretés
  - 5.7. - Répartition des dépenses communes de chantier
  - 5.8. - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine
  - 5.9. - Approvisionnements
  - 5.10. - Pénalités et réfections
6. - Conditions d'exécution des prestations
  - 6.1. - Lieu d'exécution
  - 6.2. - Intervenants
  - 6.3. - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux
  - 6.4. - Implantation des ouvrages
  - 6.5. - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
  - 6.6. - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
  - 6.7. - Mesures d'ordre social
  - 6.8. - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers
  - 6.9. - Registre de chantier
  - 6.10. - Clauses techniques
  - 6.11. - Ordre de service
7. - Réception et garantie
  - 7.1. - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux
  - 7.2. - Réception
  - 7.3. - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

- 7.4. - Documents fournis après exécution
- 7.5. - Garantie de parfait achèvement
- 7.6. - Garanties particulières
- 8. - Dispositions diverses
  - 8.1. - Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations
  - 8.2. - Autres dispositions
- 9. - Résiliation
- 10. - Litiges et différends
- 11. - Dérogations aux documents généraux

## Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la réalisation d'un giratoire sur la route départementale n° 606 et l'accès à la future Zone des Cailloux sur les communes de Cannes-Ecluse et Esmans.

Les prestations relèvent de la catégorie 3+ au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de CANNES ECLUSE jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

## Article 2 - Décomposition du marché

### 2-1-Allotissement

Il sera passé un marché global car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations conformément à l'article L2113-11 2° du code de la commande publique.

### 2-2-Forme du marché

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire.

## Article 3 - Obligations du titulaire

### 3-1-Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

#### A. Pièces particulières :

- l'acte d'engagement, dont fait seul foi l'exemplaire original conservé par le Département ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le Département fait seul foi ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé par le Département fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Environnementales (CCE) et sa fiche récapitulative dont l'exemplaire conservé par le Département fait seul foi ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE, le montant total ayant valeur contractuelle) ;
- l'offre technique du titulaire.

#### B. Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini au présent C.C.A.P. Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier le soumissionnaire étant censé les connaître.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;

- Les Cahiers des Prescriptions Communes Interministérielles dont la composition connue à la date d'établissement des documents d'appel d'offres est celle reprise dans les annexes du décret n°96-420 du 10 mai 1996 ;
- Les prescriptions techniques applicables aux marchés publics de génie civil dont la liste est annexée à la circulaire n°81-91 du 28 septembre 1981 du M.U.L.T. pour les textes qui ne sont pas visés par C.C.T.G. et le C .P.C Interministériel maintenu ;
- Le fascicule " Recommandation du Comité des Géotextiles " diffusé par le S.E.T.R.A.
- Le guide des terrassements routiers édité par le SETRA et le L.C.P.C ;
- L'instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre I) ;
- Le fascicule spécial n°85-38 bis relatif aux modalités d'homologation des produits de marquage ;
- L'article 1.4 de la loi du 27 septembre 1941 validée par ordonnance du 13 septembre 1945, relative aux dispositions réglementaires portant obligation de déclaration immédiate de toute découverte à caractère archéologique ;
- La loi 93.1418 du 31/12/93 et ses décrets d'application relatifs à la coordination en matière de sécurité, et de protection de la santé ;
- Le décret "guichet unique" n°2010-1600 du 20 décembre 2010 ;
- Le décret DT-DICT n°2011-1241 du 5 octobre 2011 complété par le décret n°2012-970 du 20 août 2012 ;
- Le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux ;
- Toutes les normes françaises homologuées concernées par le marché ;
- L'instruction du 20 août 1985 relative aux bruits extérieurs émis dans l'environnement ;
- Le manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire édité par le S.E.T.R.A, dans sa version à jour ;
- Les articles R 4412-94 à 148 du Code du Travail (décret du 4 mai 2012 modifié par le décret 2013-594 du 5 juillet 2013) relatifs à la protection des travailleurs en présence d'amiante ou HAP.
- Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992, relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

#### **C. Autres documents :**

- Les avenants et les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché ;
- Le Schéma d'Organisation Environnementale (S.O.E. - Disposition préparatoires) ;
- Le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures.

### **3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

#### **3-2-1-Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et des salariés détachés au sens de l'article L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, et dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013), lorsque le Département est informé, par écrit, par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire, au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, il enjoint le titulaire de faire cesser cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au Département, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le Département informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

A défaut de corrections apportées aux irrégularités constatées, le titulaire devra s'acquitter d'une pénalité qui sera égale à 500 € H.T. par jour calendaire de retard sans excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail, ni dépasser 10% du montant total du marché.

Cette pénalité a un **caractère définitif**.

L'absence de régularisation pourra entraîner la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse.

### **3-2-2 Clause sociale**

En application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social.

A/ L'engagement de l'entreprise

Pour le présent marché, les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion professionnelle en faveur des personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi.

Il leur sera donc obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum **212 heures** d'insertion sur le temps total de main-d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations.

Si une partie des prestations est sous-traitée à d'autres entreprises, le titulaire du marché devra respecter la condition d'exécution relative à l'embauche de personnes prioritaires par l'intermédiaire de ses sous-traitants, qu'il aura à charge d'informer et pour lesquels il sera comptable des heures d'insertion réalisées.

B/ Mise en œuvre de l'action

Afin de faciliter la mise en œuvre de la " Clause d'Insertion sociale ", l'entreprise retenue pourra faire appel au service d'accompagnement des entreprises organisé par l'Association Initiatives 77 qui a pour missions :

- d'assister, le cas échéant, l'entreprise attributaire du marché à formaliser le mémoire relatif à l'Action d'insertion professionnelle mise en œuvre ;
- de proposer des personnes répondant aux critères retenus avec le concours d'organismes spécialisés dans l'insertion professionnelle ;
- de fournir la liste de ces organismes ;
- d'assurer, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, le montage d'actions de formation préalables à l'embauche ;

- d'accompagner la mise en œuvre de l'action d'insertion.

INITIATIVES 77  
49-51 Avenue Thiers 77000 MELUN - tél : 01 64 87 45 80  
Contact : Véronique MARCHAND - tél. 01.60.44.06.66 / 01.60.44.77.42  
[v.marchand@initiatives77.org](mailto:v.marchand@initiatives77.org)

#### C/ Contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion professionnelle pour lesquelles l'entreprise titulaire du marché s'est engagée.

Durant l'exécution du marché, le titulaire enverra mensuellement à la Direction du Département de Seine-et-Marne assurant l'exécution du marché, à la Direction de l'Insertion et de l'Habitat et à Initiatives 77, dans le cas où l'entreprise ferait appel au service d'accompagnement proposé par l'association, une fiche navette de relevé d'activité indiquant les noms, prénoms et heures effectuées par les différentes personnes relevant de la Clause d'Insertion sociale, et toutes pièces justificatives permettant de vérifier que l'entreprise a satisfait à ses obligations.

En tout état de cause, l'entreprise doit, sous huitaine, informer la direction assurant l'exécution du marché par courrier recommandé avec AR, si elle rencontre des difficultés pour respecter son engagement.

Dans ce cas, le service d'accompagnement des entreprises mis en place par Initiatives 77 étudiera avec l'entreprise, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion professionnelle, imputable à l'entreprise, celle-ci pourra subir une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 1,5 et par le montant du SMIC horaire brut.

Si toutefois les services du Département de Seine-et-Marne constatent que le non-respect de la clause d'insertion n'est pas imputable à l'entreprise titulaire du marché, sur la base d'éléments vérifiés de manière contradictoire, les pénalités ne seront pas appliquées.

La clause d'insertion ne s'appliquera pas aux avenants ayant pour objet l'augmentation du montant du marché.

### **3-3-Protection de l'environnement**

En application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique et de l'article 7 du CCAG Travaux, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental.

Ces conditions sont décrites dans le C.C.E.

### **3-4-Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant de l'acheteur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant de l'acheteur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

### **3-5-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations ;
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, il doit justifier dans un délai de huit jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ce(s) contrat(s) d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant lors de la consultation demeurent en vigueur.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3-6-Autres obligations**

#### **3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 et à l'article 3.6 du CCAG.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial (dernière version connue du DC4 à la date de demande d'agrément, ou équivalent) :

- le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) la déclaration du sous-traitant concerné attestant qu'il ne tombe pas sous le coup des divers motifs d'exclusion cités aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique.
- b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- les capacités professionnelles et financières (chiffre d'affaires) du sous-traitant ;
- La copie des certificats attestant la déclaration et le paiement des impôts, taxes et cotisations sociales délivrées par les administrations fiscales et organismes compétents (liasse 3666 et attestations URSSAF ou P531/21/23) ;
- une attestation d'assurance, en cours de validité, au moment de l'exécution des prestations, garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 50.3 du CCAG).

La sous-traitance indirecte est prévue par l'article 3.6.2 du CCAG TR.

#### **3-6-2-Confidentialité et sécurité**

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG travaux, Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou



organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

### **3-6-3-Obligations diverses**

L'entrepreneur devra fournir, sur demande du maître d'œuvre, tout document permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par l'entrepreneur (sous détail de chacun des prix du bordereau des prix).

### **3-6-4- Respect des dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique**

Le titulaire fournira tous les six mois, à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents réclamés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique à savoir :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions datant de moins de 6 mois dite « *attestation vigilance* » ;
- Un Extrait K, K-Bis, D1 de moins de trois mois ou équivalent ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés détaillant leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (ou une information d'absence de salarié étranger dans ses effectifs le cas échéant et de non détachement de travailleurs (jointe au DCE) ;
- Une attestation de régularité fiscale.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En cas de non remise par le titulaire, des documents prévus ci-dessus, l'acheteur peut résilier le marché aux torts de celui-ci, *après mise en demeure restée infructueuse*, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de ce délai, le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Conformément aux articles R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique, les titulaires ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu.

D'autre part, les titulaires ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

### **3-6-5- Protection des données à caractère personnel**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire du marché (le sous-traitant) s'engage à effectuer pour le compte du Département (le responsable de traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, applicable à compter du 25 mai 2018.

2018 (le règlement européen sur la protection des données) et la loi Informatique & Libertés modifiée le 20 juin 2018.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, le titulaire devra se conformer aux règles nouvelles.

#### **A) DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNEES :**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Département les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation d'un giratoire sur la RD606 et l'accès à la future Zone des Cailloux sur les communes de Cannes-Ecluse et Esmans.

La nature des opérations réalisées sur les données est : le titulaire devra utiliser les données fournies par le Département pour effectuer les travaux, objet du présent marché. Le titulaire ne peut pas conserver ses données ni les transmettre à un tiers sauf si la transmission de ses données est strictement nécessaire à l'exécution des prestations.

La finalité ou les finalités du traitement sont : le titulaire devra utiliser les données fournies par le Département afin d'effectuer les travaux, objet du présent marché.

Les données à caractère personnel sont, lorsque le Département émet un bon de commande, le nom, prénom et adresse mail professionnelle des agents départementaux en charge du suivi de l'exécution de l'accord-cadre communiqués pour effectuer les travaux.

Les catégories de personnes concernées sont : les agents départementaux en charge du suivi de l'exécution du marché.

Pour l'exécution des travaux, le Département met à la disposition du Titulaire les informations nécessaires suivantes : le nom, prénom et adresse mail professionnelle des agents départementaux en charge du suivi de l'exécution du marché.

En cas de données à caractère personnel apparaissant en cours d'exécution, le titulaire s'engage à informer le Département dès qu'il en a connaissance.

**Clause de réexamen :** conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Département notifiera par voie postale avec accusé de réception :

- Les prestations concernées par le traitement des données ;
- La nature des opérations réalisées sur les données ;
- La ou les finalité(s) du traitement ;
- La liste des données à caractère personnel ;
- Les catégories de personnes concernées ;
- Les informations écrites documentées le cas échéant.

#### **B) OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DU DEPARTEMENT :**

Le Titulaire s'engage :

- 1- À traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du présent marché ou accord cadre.
- 2- À traiter les données conformément aux instructions documentées du Département figurant en annexe du présent marché ou accord cadre. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Département. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le Département de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3- À garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ou accord cadre.

4- À veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5- À prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

6- Le Titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le Département de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le Département dispose d'un délai minimum de 15 jours ouvrables à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le Département n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du Département. Il appartient au Titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire du marché demeure pleinement responsable devant le Département de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

7- Il appartient au Département de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8- Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le Département à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpd@departement77.fr](mailto:dpd@departement77.fr)

9- Le Titulaire notifie au Département toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 36 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen d'un courrier électronique adressé à : [dpd@departement77.fr](mailto:dpd@departement77.fr) Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Département, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10- Le Titulaire aide le Département pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le Titulaire aide le Département pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11- Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

12- Au terme des prestations relatives au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13- Le Titulaire communique au Département le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14- Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Département comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Département pour lequel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Département ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - ✓ La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - ✓ Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - ✓ Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - ✓ Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15- Le Titulaire met à la disposition du Département la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Département ou autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **C) OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT VIS-A-VIS DU TITULAIRE :**

Le Département s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données visées au paragraphe « Description du traitement des données », le cas échéant ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

#### **3-6-6- Clause de réexamen**

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut prévoir des clauses de réexamen précises et sans équivoques.

Il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

- **En cas de disparition, de changement ou de suspension de publication d'indices**, le Département notifie au titulaire par courriel via Maximilien avec accusé de réception, les nouveaux indices de remplacement, ainsi que la méthode de raccordement qui doivent traduire au mieux l'évolution exacte des coûts constatée.

Dans l'attente de cet accord, la dernière valeur connue de(s) l'indice(s) concerné(s) est utilisée.

#### **- Correction d'erreurs matérielles :**

Les erreurs matérielles qui seraient présentes le cas échéant dans les documents contractuels postérieurement à la notification, et pour les erreurs énumérées ci-après, pourront être corrigées dans les conditions qui suivent.

La modification pourra intervenir, sans nécessité d'avenant :

- Lorsque le Relevé d'Identité Bancaire / Numéro de compte bancaire international (IBAN) du Titulaire ne correspond pas ou plus ;
- Lorsque l'adresse du siège social ou de l'établissement exécutant les prestations ne correspond pas ou plus ;
- Lorsque le SIREN et/ou SIRET du Titulaire ne correspond pas ou plus.

La correction sera notifiée, après fourniture des justificatifs par le titulaire, par courriel via Maximilien.

- Lorsqu'une erreur matérielle manifeste est constatée, rendant notamment une stipulation inapplicable.

La correction sera notifiée, par courriel via Maximilien.

**- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution via Maximilien, sans avenant**

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité (fusion, absorption, transfert d'activités)
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

**- Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :**

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement,
  - dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
    - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement,
    - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.
- **En cas de circonstances particulières, exceptionnelles et extérieures aux parties, avérées et reconnues par le Département, qui mettent en péril l'économie générale de l'accord-cadre :**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, en cas de circonstances particulières, exceptionnelles et extérieures aux parties, avérées et reconnues par le Département, qui mettent en péril l'économie générale de l'accord-cadre, un réexamen des prix pourra faire l'objet de négociations entre le Département et le titulaire.

Les nouveaux prix pourront entraîner une hausse ou une baisse supérieure à 3% par rapport aux prix précédents, mais ne pourront entraîner une hausse supérieure à 20% par rapport aux prix précédents.

Les évolutions tarifaires validées d'un commun accord entre les parties seront actées par avenant.

En cas de désaccord, le Département se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre pour motif d'intérêt général, ce sans indemnité du titulaire par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

## **Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations**

### **4-1-Durée du marché - Délai d'exécution**

La durée du marché est fixée à l'article G de l'acte d'engagement.

La date de début de la période de préparation et date de début des travaux seront notifiés par ordre de service conformément à l'article 18.1.1 du CCAG travaux.

### **4-2-Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

### **4-3-Prolongation du délai d'exécution**

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, **le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.**

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant : Melun Villaroche).

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Précipitations	Dès l'apparition de l'un des phénomènes : 15 mm/j limité à 2 jours
Refroidissement	sous réserve d'une appréciation des
Neige	conditions météo au cas par cas et de 20 mm/j limité à 1 jour



Vitesse du vent  
Gel

l'approbation du maître d'œuvre  
-3 degrés limité à 1 jour

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire à sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Une prolongation du délai d'exécution des travaux peut être accordée dans les conditions prévues à l'article 18.2.2 du CCAG travaux.

## Article 5 - Prix et règlement

### 5-1-Contenu des prix

**Les prix du marché sont traités à prix unitaires**, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.2 du CCAG TR), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts liés aux mesures particulières concernant le respect des prescriptions environnementales liées au chantier édictées par le CCE (Cahier des Clauses Environnementales) joint au présent marché et conformément au Schéma d'Organisation Environnementale (SOE) ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;

En outre :

- de la nécessité de réaliser un constat d'huissier avant travaux sur l'état des abords de l'emprise des travaux durant la période de préparation des travaux ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Il n'y a pas d'autres sujétions particulières.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

### 5-2-Variation des prix

**Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.**

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois indiqué à l'article D de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times I(n)/I(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- I(o) est la valeur de l'indice du mois zéro
- I(n) est la valeur de l'index du mois de réalisation de la prestation

Les index utilisés sont les suivants :

- TP01 : « Index général tous travaux » pour les prix n° : **1.1 à 1.6** ;
- TP08 : « Travaux d'aménagement et entretien de voirie » pour les prix n° : **2.1 à 3.13** ;
- TP09 : « Fabrication et mise en œuvre d'enrobés » pour les prix n° : **5.1 à 5.11.3** ;
- TP10a : « Canalisations, assainissement » pour les prix n° **4.1 à 4.8** ;
- TSH : « Travaux de signalisation horizontale » pour les prix n° : **6.1 à 6.3** ;
- Indice 010536462 : « Acier pour la construction » pour les prix n° : **7.1 à 7.4**.

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.  
Le calcul du coefficient de révision sera effectué à l'occasion de chaque prestation effectuée.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

### **5-3-Modalités de règlement**

#### **5-3-1-Régime des paiements**

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le module "gestion par décompte" du progiciel Grand-Angle à propos duquel le titulaire peut obtenir toutes les informations souhaitées auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7, 2.2, 3.1, 3.2 et 3.3 de l'article 12 du CCAG dans les conditions suivantes :

##### **A. Décomptes et acomptes**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire établit un projet de décompte assorti du calcul des quantités prises en compte. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs ; il y est joint éventuellement, toutes indications nécessaires touchant aux travaux en régie ou aux approvisionnements. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est des délais de paiement définis ci-dessous. Ce projet de décompte est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre. Le titulaire le transmet soit par courrier à l'adresse unique du maître d'ouvrage soit le dépose dans le portail Chorus Pro. Le module "gestion par décompte" éditée en application des clauses du marché, le décompte et l'état d'acompte. Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte, le décompte.

##### **B. Décompte final**

Suite à la notification de la décision de réception, le maître d'œuvre via le module "gestion par décompte" éditée alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général. Concernant les signatures du décompte général les articles 12.4.2 et suivants du CCAG travaux s'appliquent.



### 5-3-2-TVA

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

### 5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les demandes de paiements sont adressées :

- Par voie électronique via le portail Chorus Pro. **Le soumissionnaire veillera à indiquer le même SIRET de l'établissement (si différent du siège social) sur l'acte d'engagement de la présente consultation que celui qu'il utilise sur Chorus Pro.**

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à payer directement sur le compte unique.

#### Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé selon l'article R.2193-11 du code de la commande publique.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant selon les dispositions des articles R.2193-10 et R.2193-11 du code de la commande publique. Le délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

### 5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **5-3-5-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le comptable public assignataire chargé des paiements est le Payeur Départemental de Seine-et-Marne.

Le délai part de la date de réception de la facture sous réserve de la fourniture des éléments nécessaires à la réalisation des conditions fixées dans le marché.

### **5-3-6-Intérêts moratoires**

Conformément à l'article L.2192-13, dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Il ouvre droit, dans les conditions prévues à la présente sous-section, à des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire et, le cas échéant, à une indemnisation complémentaire versée au créancier par le pouvoir adjudicateur.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par voie réglementaire.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-35 du code de la commande publique :

- Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.
- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros.

### **5-4-Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

### **5-5-Avance**

Les modalités de versement, de montant et de remboursement de l'avance sont déterminées par application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Elle est égale à 5,00% du montant initial du marché toutes taxes comprises si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par la durée exprimée en mois.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue à l'article R.2191-7 du code de la commande publique. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#), le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

## **5-6-Sûretés**

Sans objet.

## **5-7-Répartition des dépenses communes de chantier**

Chaque entreprise est en charge de la gestion matérielle de ses propres déchets de chantier : tri, collecte, transport, stockage, évacuation, remise au maître d'ouvrage des constats d'évacuation des déchets.

## **5-8-Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine**

Sans objet.

## **5-9-Approvisionnements**

Les stipulations de l'article 10.4 du CCAG Travaux sont applicables.

## **5-10-Pénalités et réfections**

### **Pénalités de retard**

Les dispositions prévues à l'article 19.3 du CCAG Travaux s'appliquent dès que le délai contractuel est dépassé.

Par dérogation à l'article 19.2.4, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, dès que le délai contractuel est dépassé.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard, relatives au délai d'exécution, appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché. Ce plafonnement concerne uniquement les pénalités relatives au retard du délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 19.2.1, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 €.

### **Absences aux réunions**

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du C.C.A.G., une pénalité fixée à 300 euros H.T.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

### **Infractions aux prescriptions de chantier**

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux autres articles du présent CCAP et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'oeuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles.

a) Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier. Tout manquement à l'une des prescriptions, même pour un seul des dispositifs de signalisation, constaté par le maître d'oeuvre : 300 € H.T. par infraction.

Le maître d'oeuvre se réserve la possibilité d'ordonner le repli du chantier sans délai à l'entreprise s'il juge la mise en danger des usagers ou des ouvriers présents sur les lieux. Le repli du chantier ainsi notifié ne donne droit à aucune indemnisation pour l'entreprise.

b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 300 € H.T. par infraction

c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse,...) : 300 € H.T. par jour calendaire de retard et par document.

d) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 300 € H.T. par jour calendaire de retard

e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 300 € H.T. par jour calendaire de retard

f) Retard dans le nettoyage du chantier : 300 € H.T. par jour calendaire de retard

g) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 300 € H.T. par jour calendaire de retard

h) Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier : 300 € H.T. par infraction

i) Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrottage des engins : 300 € H.T. par infraction

### **Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoitement et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant de l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

### **Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

A la réception des travaux, il est obligatoire pour les entreprises de fournir au maître d'oeuvre les plans de récolement des ouvrages exécutés. En particulier, devront être fournis :

- les notes de calcul des différents ouvrages ;

- les plans côtés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques ;
- les notices techniques (définition, typologie, caractéristiques des appareils, matériels et matériaux utilisés) ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien de ces mêmes matériels sous la forme d'un plan d'entretien (durée de vie, fréquence de renouvellement), installations soumises au contrôle technique ;

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution des travaux par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une retenue égale à 5 000,00 € HT sera prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue est remboursée, dès que les documents manquants sont fournis.

### **Transports en surcharge**

Conformément à l'article 25.2 du CCAG Travaux, s'il est constaté que des transports sont effectués dans des véhicules routiers en surcharge, les dépenses afférentes à ces transports ne seront pas prises en compte dans le règlement du marché.

### **Conformité de signalisation**

L'entrepreneur est tenu d'appliquer les prescriptions du présent C.C.A.P.

Tout manquement à l'une des prescriptions, même pour un seul des dispositifs de signalisation, constaté par le maître d'œuvre, sera sanctionné par une pénalité de 300,00 € HT. par jour calendaire correspondant et par dispositif.

### **Mesures de déflexion**

Mesures à 7 jours :

- Mesures de déflexion comprises entre 10/100 et 30/100  
25 % du prix de la couche de base (de la tonne x 0,5) par m2 applicable par zone forfaitaire de 300 m2.
- Mesures de déflexion comprises entre 31/100 et 50/100  
75 % du prix de la couche de base (de la tonne x 0,5) par m2 applicable par zone forfaitaire de 300 m2.
- Au-delà de 50/100, la couche de base est refusée.

### **Réfections concernant l'uni longitudinal**

Les réfections s'appliquent à chaque lot contrôlé tel qu'il est défini au CCTP.

Elles sont calculées de la manière suivante :

- Si plus de 10% des mesures de CAPL ont des valeurs comprises entre 6 et 16, une réfection de 25% du prix de mise en œuvre, exprimé au mètre carré, est appliquée à la surface représentative du nombre de mesures excédant le pourcentage ci-dessus.
- Si plus de 10% des mesures de CAPL ont des valeurs comprises entre 13 et 16, une réfection de 25% du prix de mise en œuvre, exprimé au mètre carré, est appliquée à la surface représentative du nombre de mesures de CAPL excédant le pourcentage ci-dessus.

Ces deux réfections sont cumulables.

Dès lors qu'une seule valeur de CAPL est supérieure à 16, la surface représentative de la mesure est refusée. Le titulaire est alors tenu de procéder à sa réfection dans le délai qui lui est imparti par le maître d'œuvre. La réception des travaux ne peut intervenir que lorsque le maître d'œuvre s'est assuré de la bonne exécution de la réfection.

- Si plus de  $(15 + 0,6 (N16 - N6)) \%$  des mesures de CAPL ont des valeurs comprises entre 6 et 16, une réfaction de 25% du prix de mise en œuvre, exprimé au mètre carré, est appliquée à la surface représentative du nombre de mesures excédant le pourcentage ci-dessus.

- Si plus de  $(5 + 0,6 (N16 - N13)) \%$  de mesures de CAPL ont des valeurs comprises entre 13 et 16, une réfaction de 25% du prix de mise en œuvre, exprimé au mètre carré, est appliquée à la surface représentative du nombre de mesures excédant le pourcentage ci-dessus.

Ces deux réflexions sont cumulables.

### **Pénalité pour non-respect de la rugosité**

Les prescriptions relatives au contrôle de la rugosité sont applicables par lot de contrôle tel que défini au CCTP.

Dès lors que la valeur représentative de (HSéq) est inférieure à  $(R+M)/2$  pour un lot de contrôle, une pénalité de CINQ (5) euro(s) par mètre carré de revêtement mis en œuvre est appliquée à la surface définie pour le lot de contrôle soit le produit de la longueur du lot par la largeur de la voie considérée.

### **Pénalités pour non-respect du dosage en liant**

En début de campagne, les dosages théoriques des diverses catégories d'enrobés sont notifiés au titulaire par ordre de service.

La quantité de liant consommé par chantier ne pourra différer de plus ou moins deux pour cent (2 %) du tonnage de liant théorique tel qu'il résulte des dosages notifiés au titulaire appliqué aux tonnages mis en œuvre sur l'ensemble du chantier concerné.

A cet effet, il est rappelé le tonnage de liant consommé est déterminé par l'application de la teneur en liant telle qu'elle résulte de la moyenne des contrôles réalisés sur le chantier, à la quantité d'enrobés mise en œuvre sur ce même chantier, la masse de bitume (m) étant égale au produit de dosage (d) en pourcentage trouvé par le tonnage (T) d'enrobés mis en œuvre, divisé par 100 + d, soit :

$$m = T \times d / 100 + d$$

Si le tonnage réel consommé excède le tonnage théorique de plus de 2 % (en valeur relative), le bitume n'est payé par le maître d'ouvrage qu'à concurrence du tonnage théorique augmenté de 2 %.

De plus, si le tonnage réel excède le tonnage théorique de plus de 5 %, l'entreprise supporte une pénalité supplémentaire au tonnage d'enrobé sera mis en œuvre correspondant à 10% du prix de fabrication hors matériaux tels qu'il résulte du sous-détail de prix joint à son offre.

Si le tonnage réel est inférieur de 2 % à 5 % au tonnage théorique, il appliqué une réfaction à la tonne d'enrobés de 10 % du prix de fabrication des enrobés.

Si le tonnage réel est inférieur au tonnage théorique de plus de 5 %, la fabrication des enrobés n'est pas rémunérée.

Les prescriptions indiquées ci-dessus et relatives à la détermination des tonnages de liant à prendre en compte s'appliquent également pour le règlement du transport de bitume pur.

### **Enrobés bitumineux sans mesure de l'uni**

1 - Granularité

. Sable 0/2

La pénalité applicable pour non-respect de la proportion en poids de matériaux passant au tamis de quatre-vingts (80) microns est de cinq (5) pour cents du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance.

. Gravillon 4/6

La pénalité applicable pour non-respect de la proportion en poids de matériaux passant au tamis de quatre (4) millimètres est de deux (2) pour cent du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance. Si cette proportion excédait de plus de cinq (5) pour cent cette tolérance, les gravillons correspondants seraient refusés.

La pénalité applicable pour non-respect de la proportion en poids de matériaux retenus au tamis de six (6) millimètres est de deux (2) pour cent du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance. Si cette proportion excédait de plus de cinq (5) pour cent cette tolérance, les gravillons correspondants seraient refusés.

La pénalité applicable pour non-respect de la somme des proportions en poids de matériaux passant au tamis de quatre (4) millimètres et retenus au tamis de six (6) millimètres est de trois (3) pour cent du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance. Si la somme de ces proportions excédait de plus de cinq (5) pour cent cette tolérance, les gravillons correspondants seraient refusés.

. Gravillons 6/10 et 10/14

La pénalité applicable pour non-respect de la proportion en poids de matériaux passant au tamis dont la maille est égale au seuil inférieur de granularité des gravillons est de deux (2) pour cent du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance. Si cette proportion excédait de plus de dix (10) pour cent cette tolérance, les gravillons correspondants seraient refusés.

La pénalité applicable pour non-respect de la proportion en poids de matériaux retenus au tamis dont la maille est égale au seuil supérieur de granularité des gravillons est de deux (2) pour cent du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance. Si cette proportion excédait de plus de dix (10) pour cent cette tolérance, les gravillons correspondants seraient refusés.

La pénalité applicable pour non-respect de la somme des proportions en poids de matériaux passant au tamis dont la maille est égale au seuil inférieur de granularité des gravillons et retenus au tamis dont la maille est égale au seuil supérieur de granularité des gravillons est de trois (3) pour cent du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance. Si la somme de ces proportions excédait de plus de sept (7) pour cent cette tolérance, les gravillons correspondants seraient refusés.

La pénalité applicable pour non-respect de la proportion en poids de matériaux passant au travers de la maille du tamis correspondant à la moyenne arithmétique des seuils inférieur et supérieur de granularité des gravillons est de trois (3) pour cent du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance. Si cette proportion excédait de plus de cinq (5) pour cent cette tolérance, les gravillons correspondants seraient refusés.

## 2 - Propreté

. Sable 0/2

La pénalité applicable pour non-respect de la valeur minimale de l'équivalent de sable 0/2 est de cinq (5) pour cent du prix de l'enrobé considéré par point au-dessous de la valeur fixée au CCTP.

. Gravillons 4/6, 6/10 et 10/14

Pour chaque classe granulaire des gravillons, la pénalité applicable pour non-respect de la proportion maximale en poids d'éléments passant au tamis de un (1) millimètre y compris les poussières adhérentes aux grains plus gros et séparées par lavage est de quatre (4) pour cent du prix de l'enrobé considéré par pour cent au-delà de la tolérance. Si cette proportion excédait de plus de deux (2) pour cent cette tolérance, les gravillons correspondants seraient refusés.

## 3 - Dureté



La pénalité applicable pour non-respect de la valeur maximale du coefficient Los Angeles est de deux (2) pour cent du prix de l'enrobé considéré par point au-dessus de la valeur maximale fixé au CCTP.

Si la valeur du coefficient Los Angeles excédait de plus de cinq (5) points celle fixé au CCTP, les gravillons correspondants seraient refusés.

Toutes les pénalités prévues dans le présent article sont cumulables.

#### 4 - Forme de gravillons

La pénalité applicable pour non-respect de la forme des gravillons est de 3 % du prix par pour cent au-dessus du seuil spécifié, correspondant à chaque gravillon.

Si le coefficient d'aplatissement de chaque classe granulaire excédait de plus de deux (2) points celui fixé au CCTP, les gravillons correspondants seraient refusés.

#### 5 - Compactage

Le montant de la réfaction applicable, dans les conditions fixées par le fascicule 27 du CCTG, en cas d'insuffisance de compactage, est de :

- QUATRE POUR CENT (4 %) du prix de l'enrobé considéré lorsque le nombre des mesures égales ou supérieures à 98 % de la compacité de différence est compris entre 90 et 95 % du nombre des mesures effectuées,
- SEIZE POUR CENT (16 %) du prix de l'enrobé considéré lorsque le nombre des mesures égales ou supérieures à 98 % de la compacité de différence est compris entre 75 ou 90 % du nombre des mesures effectuées,
- TRENTÉ POUR CENT (30 %) du prix de l'enrobé considéré lorsque le nombre des mesures égales ou supérieures à 98 % de la compacité de différence est inférieur à 75 % du nombre des mesures effectuées.

#### 6 - Quantité moyenne mise en œuvre par unité de surface

Le montant de la réfaction applicable, dans les conditions fixées par le fascicule 27 du CCTG, en cas de non-respect des quantités moyennes mises en œuvre par unité de surface, est égal au produit de la différence entre la quantité moyenne prescrite et la quantité moyenne mise en œuvre par unité de surface.

#### 7 - Flaches

Le montant de la réfaction applicable, dans les conditions fixées par le fascicule 27 du CCTG, en cas de non-respect des tolérances de flaches, est fixé à 0,15 € HT par mètre carré.

#### 8 - Teneur en bitume

Suivant la fabrication, le montant de la réfaction applicable, pour non-respect de la tolérance admissible pour la teneur en bitume fixée au marché, est de :

- QUATRE POUR CENT (4 %) du prix de l'enrobé considéré par dixième de pour cent entre la valeur absolue de la teneur mesurée, et celle de la teneur prescrite, corrigée de la tolérance admissible.

#### 9 - Teneur en fines

Le montant de la réfaction applicable, pour non-respect de la tolérance admissible pour la teneur en fines fixée au marché est de :

- DEUX POUR CENT (2 %) du prix de l'enrobé considéré par dixième de pour cent entre la valeur absolue de la teneur mesurée, et celle de la teneur prescrite, corrigée de la tolérance admissible.

### **Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé**



En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article (6.8.5) du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 300,00 € HT par jour calendaire de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux.

### **Non-respect du tri des déchets sur le chantier**

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, une pénalité fixée à 300 € H.T. par infraction.

### **Autres pénalités**

#### **- Remise de documents :**

L'entrepreneur est tenu de remettre au maître d'œuvre et au coordonnateur tout document notamment dans le cadre de la démarche S.O.E., qui lui aura été demandé. A défaut de remise desdits documents dans les délais demandés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 200 € H.T. par jour calendaire de retard et par document.

#### **- Non-respect du S.O.E.:**

Le non-respect d'une des prescriptions proposée par l'entreprise et validée par le maître d'œuvre dans le cadre du S.O.E. - Dispositions Spécifiques sera sanctionnée par une pénalité de 300 € H.T. par jour calendaire de non-respect de la prescription, à compter du jour de la constatation et indépendamment de la mise en demeure de faire cesser la gêne ou la pollution.

#### **- Pénalités pour retard d'exécution lié aux travaux de reprise pour la levée de réserves**

Dans le cas où le titulaire n'a pas fait dans les délais prescrits par la décision de réception les travaux correspondant aux réserves exprimées avec cette décision, il sera sanctionné par une pénalité de 300 € H.T. par jour calendaire de non-respect de la prescription, à compter du jour de la constatation.

### **Cumul des Pénalités**

Toutes les pénalités peuvent se cumuler, le montant des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entrepreneur et déduit de la situation mensuelle correspondante.

## **Article 6 - Conditions d'exécution des prestations**

### **6-1-Lieu d'exécution**

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Route départementale n°39, avenue des Acacias sur le territoire de la commune de Champagne sur Seine.

### **6-2-Intervenants**

#### **6-2-1-Conduite d'opération**

Sans objet.

#### **6-2-2-Maîtrise d'œuvre**

Par dérogation à l'article 2 du CCAG Travaux, la maîtrise d'œuvre est assurée par le chef de l'Agence Routière Départementale de Morêt / Veneux ou son représentant au sein de la Direction des Routes chargée d'une mission comprenant la direction et la surveillance des travaux.

#### **6-2-3-Contrôle technique**

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

#### **6-2-4-Coordination Sécurité - Protection de la santé**

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission de catégorie **3+** est confiée aux intervenants suivants :

Les coordonnées de l'intervenant chargé d'exécuter cette mission seront communiquées au démarrage des travaux.

Désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».  
Le détail de ces missions est défini à l'article 6.8 du présent CCAP.

#### **6-2-5-Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)**

Sans objet.

### **6-3-Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux**

#### **6-3-1-Provenance des matériaux et des produits**

##### **Nota bene :**

Les produits achetés ou les fournitures utilisées dans le cadre de ce marché doivent répondre à des conditions de production satisfaisantes n'ayant pas requis l'emploi d'une main d'oeuvre, notamment en ce qui concerne le travail des enfants, dans des conditions différentes aux conventions internationalement reconnues; ainsi, le titulaire, les co-traitants et sous-traitants éventuels s'engagent à les respecter.

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux régionaux seront conformes aux prescriptions des guides techniques ci-après :

Béton concassé ;  
Mâchefer d'incinération de déchets non dangereux (M.I.D.N.D) ;  
Chailles ;  
Sablons, limons ;  
Calcaire ;

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes française peut être remplacée par la conformité à d'autres produits en vigueur dans d'autres états membres de l'union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de références à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaire à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amointrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

#### **6-3-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

#### **6-3-3-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

#### **6-3-4-Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage**

Sans objet.

### **6-4-Implantation des ouvrages**

#### **6-4-1-Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, contrairement avec le maître d'œuvre, pour la totalité des ouvrages.

#### **6-4-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Avant tout commencement d'exécution des travaux, par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux, le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par le titulaire, contrairement avec le Maître d'Œuvre, au vu des réponses aux DICT envoyées par le titulaire aux exploitants des réseaux et des informations fournies par le Maître d'Ouvrage dans le Dossier de Consultation des Entreprises (réponse aux déclarations de projet de travaux). Une copie de l'envoi des DICT et de leur récépissé sera transmise au Maître d'Œuvre et au coordonnateur SPS pendant la période de préparation avant l'exécution du piquetage spécial.

Lors du piquetage spécial, le titulaire devra procéder à un marquage ou à un piquetage au sol permettant, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de l'ouvrage et la localisation des points singuliers.

Si des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, non repérés par le piquetage spécial sont découverts après la notification du marché, le titulaire en informe par écrit le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre ; il est alors procédé contrairement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux.

Les investigations complémentaires éventuellement rendues nécessaires ainsi que les mesures de prévention afférentes font l'objet d'un avenant au marché, à la charge du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit, en outre, surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du maître d'œuvre, prise par ordre de service, sur les mesures à prendre.

## **6-5-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

### **6-5-1-Période de préparation**

Il est fixé une période de préparation.

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, sa durée est, au maximum de 1 mois.

### **6-5-2-Prestations dues par les entreprises**

Pendant la période de préparation et avant tout démarrage de chantier, le titulaire :

- établira un constat d'huissier des abords de l'emprise des travaux durant la période de préparation des travaux ;
- mettra au point le programme d'exécution des travaux. Il est accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. Travaux et le soumettra au visa du Maître d'œuvre ;
- établira et présentera au visa du maître d'œuvre le S.O.E. - Dispositions Spécifiques qui détaille et précise le S.O.E. - Dispositions Préparatoires (Le SOE - Dispositions Spécifiques regroupe les Schémas d'Organisation définis dans le C.C.E.)
- remplira à partir des éléments contenus dans chaque Schéma d'Organisation constituant le S.O.E. - Dispositions Spécifiques, la fiche récapitulative quantitative des aspects environnementaux du chantier ;
- établira le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94.1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Le P.P.S.P.S. doit être remis au coordonnateur S.P.S. ;
- devra informer le Maître d'œuvre, pendant la période de préparation, de l'organisme technique de contrôle qu'il aura choisi ;
- remettra au Maître d'œuvre les sous-détails de tous les prix unitaires avant le démarrage des travaux ainsi que le Plan d'Assurance Qualité (P.A.Q.) établi par ses soins selon les conditions fixées par l'article 28.2 du C.C.A.G. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitant et sous-traitant).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Tous les documents doivent être visés par le Maître d'œuvre préalablement au démarrage des travaux.

## **6-6-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail.

Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

En cours d'exécution, les documents complémentaires établis par le titulaire seront également soumis au visa du maître d'œuvre.

## **6-7-Mesures d'ordre social**

### **6-7-1-Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

### **6-7-2-Lutte contre le travail dissimulé**

Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

## **6-8-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

### **6-8-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier**

Sans objet.

### **6-8-2-Installations à réaliser par l'entreprise**

Pour l'application des articles 31 C.C.A.G., le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- Un bureau pour le maître d'œuvre, cette construction étant éclairée, climatisée et équipée d'un téléphone et de chaises en nombre suffisant pour les réunions de chantier.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

### **6-8-3-Transport par voie d'eau**

Sans objet.

### **6-8-4-Emplacements mis à disposition pour déblais**

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux en ce qui concerne les lieux de dépôt des déblais en excédent.

### **6-8-5-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

A/ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier, après approbation de la maîtrise d'ouvrage.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

C.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

C.2 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs);
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

#### **6-8-6-Signalisation des chantiers**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du maître d'œuvre.

La signalisation doit être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit de chantier est réalisée et entretenue par l'entreprise.

La signalisation des tronçons mis en sens uniques alternés est réalisée soit par feux tricolores, soit manuellement par piquets K10 et fanions K1, sur les directives du maître d'œuvre.

L'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquets K10 ou la mise en place et le maintien de la signalisation tricolore sont assurés par le titulaire.

Les travaux seront réalisés sous circulation sur une voie lorsqu'ils sont exécutés de jour. L'exploitation de chantier pourra se faire par alternat ou par déviation conformément au dossier d'exploitation sous chantier.

Lors des pointes de trafic, les feux tricolores pourront être mis au clignotant et remplacé par des piquets K10.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre, les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre, le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve des piquets K10 et fanions K1.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 - feux spéciaux - de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1, avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### **6-8-7-Réglementations particulières**

Sans objet.

#### **6-8-8-Restrictions des communications**

Sans objet.

#### **6-8-9-Engins explosifs**

Sans objet.

#### **6-8-10-Utilisation des voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

#### **6-8-11-Autorisations administratives**

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'entreprise fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.



### **6-8-12-Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Les travaux seront interrompus pendant les jours fériés et chaque semaine du vendredi 16 heures au lundi 9 heures et pendant la période " hors chantier " correspondant aux veilles et lendemains des grands mouvements de circulation nationaux.

Les accès aux propriétés riveraines devront être maintenus.

Les délais d'exécution visés au présent marché tiennent compte de ces sujétions.

### **6-9-Registre de chantier**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il ne sera pas établi de registre de chantier.

### **6-10-Clauses techniques**

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

### **6-11-Ordre de service**

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

## **Article 7 - Réception et garanties**

### **7-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP seront assurés dans les conditions suivantes :

**par le maître d'œuvre**, avec un laboratoire agréé désigné par le maître d'ouvrage et aux frais du maître de l'ouvrage en ce qui concerne :

- les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrage relevant du contrôle extérieur prévu au marché.

**par l'entrepreneur** et à ses frais, en ce qui concerne :

- les essais et contrôles relevant du contrôle interne défini dans le plan d'assurance qualité et établi par l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et des contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par application d'un prix du bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

### **7-2-Réception**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **7-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **7-4-Documents fournis après exécution**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG le titulaire remet au maître d'œuvre, en 2 exemplaires sur support papier et 1 exemplaire sur support informatique :



\* au plus tard le jour des opérations préalables à la réception : le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) y compris les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;

\* dans le mois qui suit la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4. Ces documents fournis sous format informatique devront être sous AUTOCAD format 2007 et en PDF. Le système de coordonnées (Lambert 93) devra être précisé sur les plans

### **7-5-Garantie de parfait achèvement**

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

### **7-6-Garanties particulières**

Il n'y a pas de garantie particulière.

## **Article 8 - Dispositions diverses**

Sans objet.

## **Article 9 – Résiliation**

Le Département peut résilier le marché dans sa totalité, aux torts du Titulaire, s'il s'avère que les renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2143-4 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique sont inexacts ou si le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-3 à L.2141-11 du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 49, 50.3 et 51 du CCAG Travaux.

## **Article 10 - Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève l'acheteur.

## **Article 11 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 2 du CCAG Travaux par l'article 6.2.2 du CCAP  
Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux par l'article 3.1 du CCAP  
Dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux par l'article 3.5 du CCAP  
Dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux par l'article 5.3.1 du CCAP  
Dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.4 du CCAG Travaux par l'article 5.10 du CCAP  
Dérogation à l'article 27.3 du CCAG Travaux par l'article 6.4.2 du CCAP  
Dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux par l'article 6.5.1  
Dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux par l'article 6.9 du CCAP  
Dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux par l'article 7.4 du CCAP  
Dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux par l'article 6.8.10 du CCAP  
Dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux par l'article 6.8.11 du CCAP  
Dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux par l'article 3.6.5 du CCAP  
Dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux par l'article 5.10 du CCAP